



Déclaration de la Commission européenne

Kristian Schmidt

Mesdames, Messieurs les Ministres, Chers collègues, Mesdames et Messieurs,

Au nom du Commissaire européen au développement, M. Andris Piebalgs, j'ai l'honneur de transmettre ce message de soutien au Partenariat mondial pour l'éducation (GPE).

Permettez-moi d'abord de me joindre à tous pour remercier Carol de son leadership et de ses efforts pour promouvoir l'organisation de cette conférence. J'aimerais également remercier notre hôte, le Danemark, ainsi que les pays coorganisateur : l'Australie, la Guyane, l'Irlande, la Norvège, le Rwanda et la Suède.

Nous nous félicitons de l'approche adoptée par le GPE à l'occasion de cette Conférence pour les annonces de contributions, à savoir inviter tous les partenaires à s'engager à la fois financièrement et politiquement : pays partenaires, donateurs, organisations internationales, société civile, secteur privé et fondations. Cette approche contribuera à forger un partenariat solide, fondé sur l'avantage comparé de chaque partenaire et la responsabilité commune d'obtenir des résultats.

L'éducation est une priorité dans la coopération au développement de l'UE. Nous croyons au développement équilibré de tout le secteur : il s'agit de tirer parti des progrès réalisés dans l'éducation primaire au cours de la dernière décennie pour parvenir à d'autres avancées en matière de développement humain et social durable et de croissance inclusive. Notre action sera davantage axée sur la qualité de l'enseignement et l'égalité des chances.

Notre soutien à l'éducation dans le cadre du cycle de programmation actuel (2007/8-2013)

reflète la priorité accordée par la Commission en la matière.

Nous soutenons l'éducation dans 46 pays à hauteur de 3,9 milliards d'euros répartis comme suit :

- 2,2 milliards d'euros pour l'éducation primaire et secondaire ;
- 0,5 milliard d'euros pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) ;
- 1,2 milliard d'euros pour les programmes d'enseignement supérieur de l'UE en coopération avec les pays en développement.

Nous acceptons de travailler dans des conditions difficiles. Sur les 46 pays que nous soutenons, 17 sont fragiles ou touchés par des conflits et perçoivent au total 900 millions d'euros (soit 33 % des fonds que nous allouons à l'éducation de base et à l'EFTP). Nous nous sommes récemment engagés à débloquer de nouveaux crédits destinés au Soudan, au Soudan du Sud (12 millions d'euros chacun) et à la Somalie (30 millions d'euros qui s'ajoutent à un engagement précédent de 55 millions d'euros).

Nous veillerons à la complémentarité de notre appui bilatéral à l'éducation avec l'aide fournie par le fonds fiduciaire du GPE. Au niveau national, nous poursuivrons activement notre action au sein des groupes locaux des partenaires de l'éducation, qui sont au cœur du GPE.

Outre un soutien direct à l'éducation, nous continuerons d'apporter, sous la forme d'un appui budgétaire général, une aide substantielle à des pays qui pour nombre d'entre eux sont admis à bénéficier du GPE. Le montant total de l'appui budgétaire général s'élève à 3,4 milliards d'euros (2007/8-2013), dont 2,3 milliards d'euros destinés à des pays admis à bénéficier du GPE.

La Commission se propose de renforcer son engagement en faveur de l'éducation dans le cadre du renouvellement de sa politique de développement.

Dans notre « Agenda pour le changement », nous proposons de concentrer le soutien de l'UE sur les secteurs qui constituent les fondements et les garants d'une croissance durable et

inclusive. Ces secteurs sont ceux de l'éducation, de la santé et de la protection sociale pour tous.

Par conséquent, dans son budget pluriannuel pour 2013-20, la Commission prévoit de consacrer au moins 20 % des fonds au développement humain et à l'inclusion sociale. Notre objectif est d'augmenter le volume et la part des financements destinés aux pays les plus démunis.

Nous allons poursuivre notre engagement et notre soutien actif en faveur du Partenariat mondial pour l'éducation. Nous sommes associés à cette entreprise depuis ses débuts en 2002. C'est donc avec le plus grand plaisir que j'annonce aujourd'hui une nouvelle contribution de 31,8 millions d'euros (2011-2013) au fonds du GPE.

Mesdames, Messieurs les Ministres, Chers collègues,

Au nom du Commissaire européen au développement, M. Andris Piebalgs, permettez-moi de vous assurer que la Commission européenne se réjouit de collaborer avec toutes les parties prenantes afin de consolider cette plate-forme de dialogue sur les politiques qu'est le GPE à travers son enracinement profond dans nos pays partenaires.

Je vous remercie de votre attention.